



## Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

145 | 2019  
Chiismes politiques

---

VERDEIL Éric, FAOUR Ghaleb, HAMZE Mouï (dir.), *Atlas du Liban. Les nouveaux défis*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, 2017, 111 p.

Roman Foy

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10024>  
ISSN : 2105-2271

### Éditeur

Publications de l'Université de Provence

### Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2019  
Pagination : vol 145  
ISSN : 0997-1327

### Référence électronique

Roman Foy, « VERDEIL Éric, FAOUR Ghaleb, HAMZE Mouï (dir.), *Atlas du Liban. Les nouveaux défis*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, 2017, 111 p. », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 145 | septembre 2019, mis en ligne le 06 décembre 2017, consulté le 30 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10024>

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 octobre 2019.



Les contenus de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

---

## VERDEIL Éric, FAOUR Ghaleb, HAMZE Mouïñ (dir.), *Atlas du Liban. Les nouveaux défis*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, 2017, 111 p.

Roman Foy

---

- 1 Les Presses de l'IFPO ont publié dernièrement un nouvel Atlas du Liban, qui se présente explicitement comme la suite d'un précédent atlas, publié en 2007 par la même maison d'édition (Verdeil, Faour, Velut, 2007). Celui-ci visait la compréhension des mutations qui ont structuré le pays depuis la fin de la guerre civile. Le nouvel atlas, publié en 2017, porte en revanche principalement sur les enjeux géopolitiques, économiques, sociaux et environnementaux actuels, chaque partie soulignant la faiblesse de l'État et des institutions publiques.
- 2 L'intérêt de cet ouvrage est d'autant plus important que les atlas récemment consacrés au Liban en langues française et anglaise sont rares. L'un adopte par exemple une approche chronologique, de l'antiquité à nos jours (Shakill, 2004), un autre se concentre sur les ressources naturelles (Faour, Hamzé, 2014), un troisième croise classiquement histoire, économie et géographie (Assaf, Barakat, 2003).
- 3 Cet atlas constitue donc un complément original, et particulièrement riche : six parties, comprenant chacune quatre à huit sous-parties rédigées par vingt contributeurs ; soixante-quatre cartes, dont un planisphère et cinq cartes à l'échelle régionale (pour décrire les échanges commerciaux et les enjeux géopolitiques), trente-cinq cartes à l'échelle nationale (parmi lesquelles vingt proposent des statistiques), et six de Beyrouth et sa région ; cinquante-trois graphiques, sept cartes mentales et sept tableaux. Enfin, les photographies qui introduisent chaque partie illustrent de façon synthétique les propos développés.
- 4 La rigueur scientifique est également à souligner. Dès l'introduction, mais également dans certaines parties, la difficulté à obtenir des données précises à l'échelle locale est reconnue sans fard. Cette difficulté est néanmoins dépassée par la présence de

nombreuses institutions et de chercheurs libanais et français de terrain parmi les contributeurs, qui ont sans doute facilité la collaboration avec les administrations publiques productrices de données statistiques. Les nombreuses études de cas local permettent également d'étayer les propos généraux à partir de données précises et bien documentées.

- 5 L'atlas suit un plan thématique en six parties, chacune donnant une perspective sur la distribution des pouvoirs au Liban. La première partie démontre l'influence profonde, structurante, de la géopolitique régionale sur le territoire libanais. Non seulement, les forces politiques nationales sont soumises à l'influence des puissances régionales (p. 24-25), à l'origine de la paralysie des institutions (p.26-27) et de l'omniprésence de la violence politique (p.28-29), mais en outre la crise syrienne a provoqué l'entrée en cinq ans de plus d'un million de réfugiés au Liban (p.30-32). Ces derniers vivent dans des conditions particulièrement précaires (logements de fortune, difficulté d'accès à la scolarisation et à l'emploi) et l'État libanais se repose principalement sur les ONG et les municipalités pour prendre en charge leur accueil.
- 6 La seconde partie s'attache à décrire les inégalités économiques et sociales croissantes qui traversent le pays (p.46-49), tout en soulignant le paradoxe d'indicateurs de développement relativement élevés en comparaison des autres pays de la région (p. 36-37). En outre, le tissu économique est fragile : les activités industrielles et agricoles représentent à peine un quart du PIB en 2014, dans une économie qui dépend des monarchies du Golfe et qui repose principalement sur le secteur bancaire et financier (p.38-41).
- 7 La troisième partie montre les dangers d'une urbanisation galopante qui touche de nombreuses régions du pays depuis la fin de la guerre civile (p.54-55). Trois cas sont étudiés dans cette partie : le Mont-Liban, caractérisé par « le gonflement des villages » et « le mitage des zones agricoles et naturelles », le littoral, où les constructions illégales sont légion, et enfin Beyrouth, caractérisé par la gentrification et le départ des populations les moins aisées vers les banlieues (p.56-61).
- 8 La quatrième partie traite des enjeux environnementaux. Si les conséquences du changement climatique sur les ressources du pays ne sont pas encore précisément connues, les îlots de chaleur urbains se renforcent, notamment à cause de la quasi-absence des zones végétales (p.64-65). En outre, l'augmentation ces dernières décennies des incendies de forêt, des glissements de terrain et des inondations est non seulement liée au développement non maîtrisé des activités humaines, mais également à la hausse des épisodes climatiques extrêmes tels que les fortes chaleurs et les pluies torrentielles (p.66-69). L'urbanisation anarchique de Beyrouth, verticale et parfois située sur des sols instables, est également une vulnérabilité supplémentaire alors qu'il existe des risques de séismes à forte magnitude (p.70-71). Même si des dispositifs légaux sont mis en place pour faire face à tous ces risques environnementaux, leur application reste embryonnaire et les acteurs locaux n'y sont pas associés.
- 9 La cinquième partie, dont la moitié se concentre sur le secteur de l'eau, porte sur la « crise des services publics » (p.75). Même si le pays dispose des ressources en eau les plus importantes de la région, celles-ci sont inférieures au seuil de pénurie de l'ONU. En outre, les infrastructures sont à peine suffisantes pour couvrir les besoins du pays (p. 76-77). C'est pourquoi les aménagements illégaux pullulent (p.77), l'absence de contrôle étant à l'origine d'une dégradation de la qualité des ressources et d'une distribution inéquitable de celles-ci (p.78-79). A quoi il faut ajouter des résistances de la société

civile face à la réforme de l'eau lancée depuis les années 2000, et quelques tensions avec les pays frontaliers pour le partage de certains cours d'eau (p.82-83). Les pages sur l'énergie, l'électricité et les déchets (p.84-89) décrivent la même incurie des services publics, à l'origine de dégâts pour l'environnement et de pénuries dont les populations les plus précaires pâtissent le plus.

- 10 C'est dans la sixième partie, portant sur l'aménagement du territoire, que sont traitées les alternatives potentielles aux faiblesses de l'État central. Depuis 1990, ce sont des organismes rattachés au gouvernement et à la présidence de la République qui chapeautent les grands travaux de reconstruction du pays (p.92-93). Face aux limites de cet aménagement par le haut, de nouveaux acteurs, des comités de quartier et des collectivités locales, prennent en charge une partie du développement depuis le milieu des années 2000, avec des fonds de la coopération internationale et décentralisée (p. 94-101). Néanmoins, ces actions tous azimuts ne sont pas coordonnées au niveau central (p.102-103), et sont parfois stoppées en cours de réalisation, par manque de financements.
- 11 Cet atlas, qui porte un regard transversal sur le Liban, montre donc bien les faiblesses de l'appareil d'État et le rôle des municipalités et de l'aide internationale pour tenter de les combler. Tout en reconnaissant la grande richesse et la pertinence de l'ensemble des parties, on peut s'interroger sur le constat particulièrement pessimiste que dresse l'atlas. Le dynamisme de la société civile libanaise n'apparaît pas vraiment, sinon en creux, à travers les mouvements de contestation et les contournements informels. Pourtant, même si elles ne font qu'émerger, les initiatives de la société civile et d'entrepreneurs sociaux se multiplient (voir par exemple, Jamali, Lanteri, 2015 et Daou, Chahine, 2017). Les mettre en avant aurait donné une perspective plus encourageante de la politique publique actuelle au Liban. En outre, on peut regretter l'absence d'une table des figures et d'une présentation des contributeurs. Loin d'être optionnel, ce type d'information permet de mieux comprendre comment l'ouvrage a été construit, et d'évaluer ainsi rapidement sa qualité. En l'occurrence, si cet atlas est très riche et d'un grand intérêt, c'est aussi grâce à ses nombreuses illustrations et aux compétences de ses contributeurs.
- 12 C'est en somme, un ouvrage important et bien documenté, qui prend acte des dynamiques complexes qui traversent actuellement la société et le territoire libanais. Il sera utile non seulement à ceux qui souhaiteraient une introduction précise pour étudier le Liban, mais également aux spécialistes qui y trouveront des données nombreuses et souvent inédites.

---

## BIBLIOGRAPHIE

ASSAF Raoul et BARAKAT Liliane (dir.), 2003, *Atlas du Liban : géographie, histoire, économie*, Beyrouth, Presses de l'Université Saint-Joseph.

DAOU Alain, CHAHINE Teresa, 2017, « What can the social innovation ecosystem learn from the Tech sector in Lebanon ? », in *Wamda*, URL : <https://www.wamda.com/2017/11/social-innovation-ecosystem-learn-tech-sector-lebanon-opinion-2>, consulté le 27 novembre 2017.

FAOUR Ghaleb, HAMZÉ Mouïñ, 2014, *Space Atlas of Lebanon*, Beyrouth, CNRS Lebanon

JAMALI Dima, LANTERI Alessandro (dir.), 2015, *Social Entrepreneurship in the Middle East*, Londres, Palgrave Macmillan.

SHAKHILL Carolyn M., 2004, *A Historical Atlas of Lebanon*, New York, The Rosen Publishing Group.

VERDEIL Eric, FAOUR Ghaleb, VELUT Sébastien (dir.), 2007, *Atlas du Liban : territoires et société*, Beyrouth, Presses de l'IFPO.

## AUTEUR

### ROMAN FOY

Université Paris 13, Association Friends of the Middle East